

Propositions budgétaires

⊖ de dépenses.

⊕ d'équité.

⊕ de revenus.

2026



MOMENT DE VÉRITÉ, MOMENT DE RESPONSABILITÉ

« Dans une Assemblée sans majorité, le non-recours à l'article 49 alinéa 3 de notre Constitution nous impose de faire preuve de responsabilité et de rechercher le compromis ».

La France affronte des défis majeurs, économiques, sociaux et géopolitiques, qui **exigent de la clarté**, du courage et de la méthode.

Après des mois d'instabilité politique, la hausse des taux d'intérêt et **le poids de la dette menacent notre souveraineté** et notre capacité à investir pour l'avenir et à dresser des perspectives d'espoir pour la jeunesse.

Dans une Assemblée sans majorité, le non-recours à l'article 49 alinéa 3 de notre Constitution nous impose de faire preuve de responsabilité et de rechercher le compromis, état d'esprit dans lequel les Démocrates se sont toujours inscrits.

Pour aborder le budget 2026, **nous faisons des propositions équilibrées**, claires et efficaces, qui peuvent être des points de rencontre entre différents bancs de notre hémicycle.

Le redressement doit être responsable : rationaliser la dépense publique sans fragiliser nos priorités (éducation, transition, défense, recherche).

Préserver notre modèle social, c'est aussi anticiper les défis démographiques et repenser la santé tout au long de la vie. **La solidarité repose sur le travail et la croissance** : produire plus et mieux pour financer les transitions et partager équitablement les fruits de la croissance.

La France mérite un budget responsable tourné vers les générations futures. Nous y contribuerons avec détermination et responsabilité.

Marc Fesneau (@mfesneau)

Président du groupe Les Démocrates,
député de la 1ère circonscription de Loir-et-Cher.



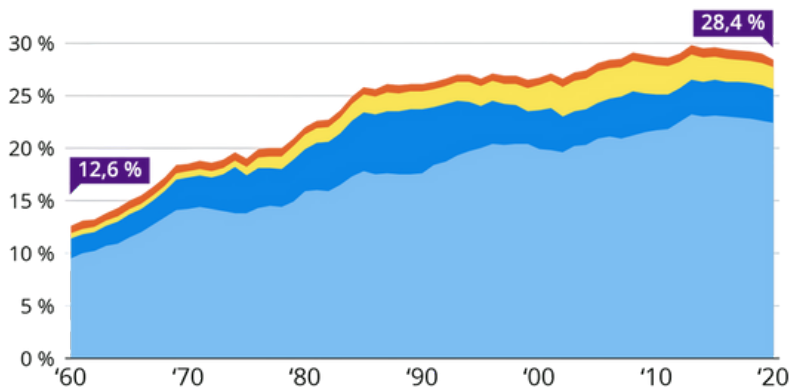


CONTEXTE : LA SEULE LIGNE ROUGE, LE RÉEL

La situation budgétaire en quelques chiffres

Le poids des dépenses contraintes dans le budget des ménages

- Loyers et charges
- Assurances et services financiers
- Télécommunications
- Cantines scolaires



Source : Insee

Dépenses (2025) :

1483 Mds€

Déficit (2024) :

168,6 Mds€

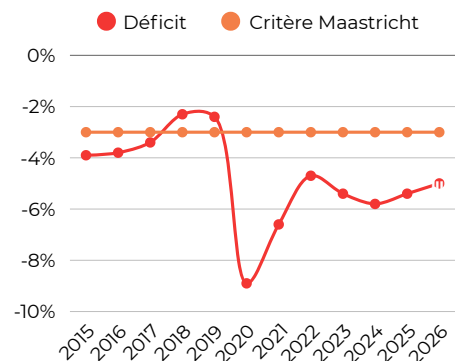
Dette (cumul) :

3345 Mds€

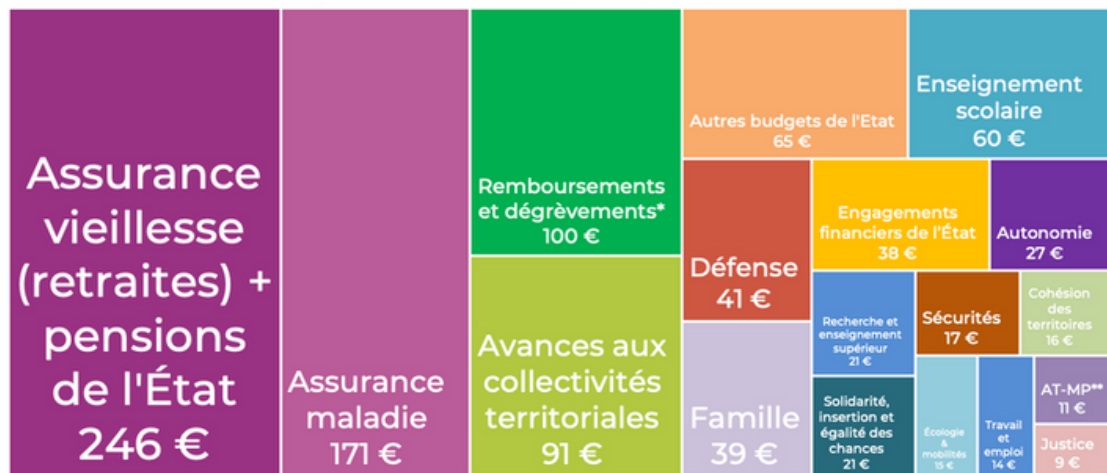


La dette augmente de +5 000€ par seconde.

Un déficit structurel (%PIB) :



Répartition de 1000€ de dépenses publiques en 2025



* Somme cumulée des dégrèvements d'impôts, remboursements de trop versé ou crédits d'impôts (aux particuliers, aux entreprises, etc.)

** Accidents du travail et Maladies professionnelles

Crédits votés dans les PLF et PLFSS 2025





NOS COMMISSAIRES

AFFAIRES SOCIALES

FINANCES



Jean-Paul Matteï



Philippe Vigier



Perrine Goulet



Emmanuel Mandon



Cyrille Isaac-Sibille



Sophie Mette



Nicolas Turquois



Anne Bergantz



Jean-Carles Grelier



NOS PROPOSITIONS 2026

1. Maîtrise des dépenses

- Soutenir le gel des dépenses de l'État en 2026.
 - Étendre ce gel au plafond de l'ensemble des taxes affectées ou en l'abaissant à celui de 2024.
- Lutter contre le morcellement et l'inefficacité de l'action publique.
 - Mieux gérer le patrimoine immobilier de l'État.
 - Interroger la pertinence de certaines agences et opérateurs (regroupements, etc.).
 - Diminuer les effectifs des agences et opérateurs, selon les besoins réels.
 - Généraliser les contrats d'objectifs & performances avec ces organismes.
- Simplifier notre modèle social et limiter le dérapage de la dépense.
 - Instaurer une politique générale de prévention et établir les bases d'une stratégie pluriannuelle en santé.
 - Mettre en oeuvre l'allocation sociale unique.
 - Instaurer un jour de carence incompressible pour tous.
 - Responsabiliser et sensibiliser les assurés par l'envoi annuel d'un rescrit détaillant le montant de leurs dépenses de santé.
 - Prévoir la sortie de l'ALD (affection longue durée) des patients en rémission ou guéris avec une période transitoire de sortie de 3 mois.

Du côté des irresponsables

Pour LFI.

le coupable, c'est...

Le sérieux budgétaire

Leurs propositions : +168 milliards de dépenses nouvelles, donc doublement du déficit public
→ dérouler le tapis rouge aux prêteurs étrangers.

Pour le RN.

L'étranger

Un Frexit qui ne dit pas son nom en sabrant la contribution de la France à l'UE.
Tout miser sur la suppression de l'AME (~0,5% dépenses de santé).



NOS PROPOSITIONS 2026

2. Équité fiscale

- Défendre une fiscalité juste où chacun participe selon ses moyens.
 - Maintenir la contribution sur les très hauts revenus, en la pérennisant tant que le déficit public est supérieur à 3% du PIB.
 - Créer une taxe sur les holdings patrimoniales permettant aux plus fortunés d'échapper à un taux d'imposition juste. Dépôt d'une série d'amendements pour améliorer l'efficacité de ce dispositif.
 - Reconduire temporairement (un an) et partiellement (6 mds€) la surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises.
 - Geler le barème de l'impôt sur le revenu.
 - Transformer l'abattement de 10% pour frais professionnels des retraités en abattement forfaitaire unique de 2000€.
- Lutter contre le dévoiement des dispositifs fiscaux, la suroptimisation et faire davantage contribuer la rente improductive.
 - Remplacer l'IFI par un impôt sur la fortune improductive.
 - Limiter les effets d'aubaine de la niche « Copé » et du « Pacte Dutreil ».
 - Exclure le secteur financier des activités éligibles au Crédit impôt recherche (CIR).
 - Garantir l'application des dispositions de lutte contre les « CumCum ».
 - Fin des avantages fiscaux spécifiques à la transmission des contrats d'assurance vie.
 - Supprimer ou plafonner des niches fiscales ou exonérations inefficaces.

Du côté des irresponsables

Pour LFI.

Pour le RN.

le coupable, c'est...

Les riches

Taxation maximale et déséquilibrée des entreprises et des plus aisés. Enfer fiscal, attractivité 0, compétitivité 0.
La France n'est pas une île.

Les actifs

Augmentation des pensions de retraites, départ à 62 ans, maintien de l'abattement fiscal de 10%. Non à l'équité, oui à la fiscalité électorale.



NOS PROPOSITIONS 2026

3. Croissance partagée

- Générer de la croissance pour renforcer le pouvoir d'achat.
 - Rapprocher le salaire net du brut sur la fiche de paie des salariés et des indépendants les plus modestes.
 - Soutenir la politique familiale : allocations familiales dès le 1er enfant et maintenir la déduction de frais de scolarité pour les plus modestes.
 - Réduire le coût du logement en relançant une politique de l'offre : lutter contre la rétention foncière (taxation plus-values immobilières), création d'un statut de l'investisseur immobilier, exclusion des biens loués en résidence principale de la taxe sur les holdings familiales.
 - Débloquer plus facilement l'épargne salariale pour les bas salaires.
- Soutenir la croissance et réaffirmer notre souveraineté dans les secteurs clés.
 - Accélérer le calendrier de suppression de la CVAE.
 - Assurer notre souveraineté industrielle sur le médicament.
 - Encourager les salariés et dirigeants de startups à entrer dans le capital de leur entreprise.
 - Renforcer la transparence sur l'étiquetage, rehausser la taxe sur les petits colis qui inondent notre pays et menacent nos commerces.
 - Encourager la transition des filières agricoles, viticoles et forestières.
 - Soutenir la filière des biocarburants en supprimant la hausse de fiscalité.
 - Distinguer le régime fiscal des chambres d'hôtes de celui des meublés touristiques.

Du côté des irresponsables

Pour LFI.

le coupable, c'est...

Le travail

Nationalisation tous azimuts, attaque sur le patrimoine familial, départ à la retraite à 60 ans : ces cadeaux électoraux pèseront sur le salaire des travailleurs.

Pour le RN.

Notre souveraineté

Baisse de la TVA sur l'énergie ? → tuer l'investissement de la filière nucléaire.
Baisse de la contribution à l'Union européenne ? Au revoir la PAC !





LES DÉMOCRATES
• ASSEMBLÉE NATIONALE •